



COLOMBIE

Une paix à construire

ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Post-conflit
Les femmes victimes
de violences

EN ACTION(S) P.10

Accompagnement
scolaire
L'esprit collectif

RENCONTRE P.12

Khadija Mehenni
Pour l'amour
des autres



De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org



VOTRE COURRIER MARIANNE

Marianne, de Franche-Comté, réagit au dernier dossier traitant du problème de la précarité de la jeunesse. « *Arrêtons de les plaindre, prie cette lectrice. [...] Oui, on fait rêver les jeunes ; ils choisissent des filières sans avenir, veulent gagner beaucoup d'argent, choisir leurs horaires, avoir des week-ends, etc. Il y a des centaines de milliers d'emplois non pourvus en France et des milliers de jeunes au chômage. N'est-ce pas plutôt notre rôle de les encourager ? Un jeune courageux peut trouver du travail, pas forcément celui dont il rêve, mais il faut un début à tout ! [...] Les étudiants peuvent assumer quelques heures de travail durant la semaine ou le week-end, cela ne peut leur être que bénéfique... Aux médias de montrer des gens heureux au travail plutôt que parler pression, harcèlement, burn-out... Et surtout pas de RSA à des jeunes en bonne santé. Arrêtons l'assistanat !* » ■

@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

 **messages**

Mensuel du Secours
Catholique-Caritas France :
106, rue du Bac 75341 Paris

cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (7534) • Clarisse Briot (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoïn (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 498 573 exemplaires • **Dépôt légal** : n°325907 • **Numéro de commission paritaire** : 1122 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte pour une partie de la diffusion, l'Essentiel, une lettre d'accompagnement/bon de solidarité, deux enveloppes retour, un bon porte adresse et un porte adresse bénévolat. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



E. PERRIOT / S.C.-CF.

LA RÉPONSE DE BRIGITTE ALSBERGE, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT SOLIDARITÉS FAMILIALES AU SECOURS CATHOLIQUE

Bonjour,
Merci de votre message de contribution à notre réflexion et à nos actions.

La question des jeunes est délicate car tous ne vivent pas les mêmes réalités. Ceux qui peuvent s'appuyer sur leur famille ou un réseau ont un socle plus solide pour bâtir leur avenir. Ceux qui ne l'ont pas, ceux qui sortent de situations de placement ou ont vécu un parcours de vie ou scolaire chaotique ou difficile sont très seuls. Que ce soit face à la difficulté de se loger sans garant financier, ou pour s'insérer dans un emploi, ou tout simplement pour avoir les moyens de vivre (les aides à ce jour ne commençant qu'à 25 ans). Très peu de dispositifs de soutien existent pour eux. Et beaucoup se retrouvent sans ressources, voire à la rue.

Le paradoxe aujourd'hui est que ceux qui ont un soutien ont le temps de construire leur avenir. Ceux qui ne l'ont pas doivent trouver les moyens de leur autonomie et de leur indépendance dès 18 ans, seuls, alors même que leur parcours ou leurs réalités de vie les ont fragilisés et isolés socialement. Nous ne les plaignons pas. Ils ont bien envie de travailler et de s'insérer. Et surtout, imaginez qu'au cœur de ce qu'ils vivent, ils ne rêvent pas vraiment. Au contraire, ils essaient de garder espoir dans l'avenir malgré les galères. Notre propos est donc, dans le cadre de nos missions auprès des plus démunis, de repérer les moyens de les accompagner et les soutenir. Ils en ont besoin, y compris financièrement, pour vivre au quotidien tout simplement. Et ainsi construire leur avenir pour être, demain, comme ils le souhaitent, pleinement acteurs et participants de notre société. ■

Un challenge digital pour l'environnement

Dans son projet national 2016-2025, le Secours Catholique-Caritas France a fait le choix de transformer son mode de fonctionnement en interne pour devenir une organisation plus responsable et engagée en faveur d'un développement durable intégral.

Pour incarner cet engagement et susciter de nouvelles initiatives, l'association crée son premier Challenge développement durable par le digital, consacré au volet environnement : le #C3D. Le Secours Catholique a lancé un appel à partage d'initiatives

digitales au sein de son réseau à travers toute la France. Les délégations locales sont ainsi invitées à partager, via une vidéo réalisée avec leur téléphone mobile, les actions mises en place – ou en préparation – au sein de leur organisation pour réduire leur empreinte environnementale : déplacements, consommation énergétique, gestion des déchets, consommation d'eau, pollution, consommation alimentaire, etc. Autant d'idées pour une élaboration partagée et participative d'un Secours Catholique "durable".

Plus d'infos : organisation.responsable@secours-catholique.org

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

FAMILLES
En finir avec la méfiance 04

INTERNATIONAL

VIOLENCES EN ZONE POST-CONFLIT
Femmes premières victimes 05

EN ACTION(S)

HAÏTI
Prévenir les catastrophes par le
développement agroécologique 07

SOLID'ART
Incubateur social de start-up 08

ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE
L'esprit collectif 10

RENCONTRE

KHADIJA MEHENNI
Pour l'amour du foot... et des autres 12

DÉCRYPTAGE

COLOMBIE
Une paix à construire 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

GRAND ENTRETIEN

« C'est l'ADN de tout baptisé que d'être
proche des plus fragiles »
Dialogue entre l'ancien et le nouvel
aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

AU RAPPORT
La finance aux citoyens ! 23

Photos de couverture :

Xavier Schwebel et Christophe Hargoues /
Secours Catholique-Caritas France

La spiritualité, ciment de notre fraternité



C. HARGOUES / S.C.-C.F.

La rentrée apporte toujours son lot de nouveautés et de changements. Notre grande famille du Secours Catholique-Caritas France vit en ce mois de septembre le départ du père Dominique Fontaine, qui fut notre aumônier national durant six ans, et l'arrivée du père Hervé Perrot, prêtre du diocèse de Vannes. Vous lirez avec plaisir le passage de témoin entre deux hommes qui se connaissent et s'apprécient. Je voudrais ici remercier chaleureusement le père Fontaine pour sa présence engagée et enthousiaste à nos côtés, aussi bien dans la gouvernance globale de notre association que dans l'attention personnelle à chacun et en particulier aux plus petits. Lors de la rédaction de notre Projet national, il nous a encouragés à exprimer fortement et clairement la dimension spirituelle de

toutes nos actions. Nous l'avons souvent entendu citer le pape François pour rappeler que « *le manque d'attention spirituelle est la plus grande discrimination dont souffrent les pauvres* ». Et cela, il l'a mis en actes, avec tous les aumôniers et le réseau Saint-Laurent, à travers de nombreuses visites de terrain et journées d'animation spirituelle. Il n'a pas ménagé sa peine et a donné joyeusement tout le temps que lui laissait sa paroisse, dans laquelle il vivait aussi des expériences très concrètes de dialogue interreligieux avec l'équipe locale du Secours Catholique et les responsables

pape François

de toutes les religions présentes à Bussy-Saint-Georges. Nous regrettons déjà sa joie de vivre, son dynamisme, son bon sens vosgien, son humilité, ses apports théologiques pertinents... Mais il nous laisse L'Évangile entre toutes les mains pour continuer, avec le père Perrot, à « *mettre les pauvres au cœur du cheminement de l'Église* » et du Secours Catholique.

Je souhaite à chacun de vous une belle rentrée, pleine de joies et d'énergies nouvelles, avec le courage d'affronter aussi les choses plus difficiles à vivre. La force de nos amis et partenaires de Colombie peut nous inspirer. On mesure à travers leurs récits combien il est délicat de trouver la paix après des décennies de guerre, combien il faut de pardons et de réconciliations. On observe aussi la force de la patience, de la persévérance, la force des solidarités communautaires et du soutien d'ONG expérimentées. Ce sont des processus lents et longs, mais féconds, et qui sont exemplaires des actions que nous menons en France et dans tous nos partenariats internationaux : des processus qui changent la vie des gens et apportent plus de justice et de fraternité.

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

FAMILLES

En finir avec la méfiance

Dans un rapport auquel le Secours Catholique a contribué, le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge appelle à une politique déterminée de lutte contre la pauvreté des familles, et notamment à un changement de regard.



E. PERRIOT / S.C.-CF.

En juillet dernier, le gouvernement reportait à cette rentrée l'annonce de son plan de lutte contre la pauvreté (voir ci-contre). Au même moment, le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) – qui compte parmi sa cinquantaine de membres des acteurs engagés auprès des plus pauvres dont le Secours Catholique et ATD Quart Monde – rendait un rapport sur le sujet. Son objectif : apporter des éléments à la stratégie gouvernementale. « C'est un travail lourd et lent », explique Brigitte Alsberge, responsable des Solidarités familiales au Secours Ca-

Le rapport mentionne l'impact fort du manque d'argent sur les relations familiales.

tholique, qui a pris part aux travaux. « Mais on retrouve dans ce rapport des aspects-clés et assez nouveaux. » Ainsi, le HCFEA écrit noir sur blanc que les familles en précarité pâtissent d'une attitude de défiance des institutions envers elles et appelle à « changer ce regard ». « Il est fondamental de dire que ce ne sont pas les familles qui sont en faute », ajoute Brigitte Alsberge.

Autre point de satisfaction, la prise en compte par le Haut Conseil de l'aspect multidimensionnel de la pauvreté, qui n'est pas seulement monétaire. En tête de ses préconisations figure ainsi « la mise en œuvre des droits fondamentaux » tels que l'accès à l'emploi, au logement et à la santé, la lutte contre l'insécurité alimentaire, contre l'échec scolaire, et la simplification du recours aux prestations. « L'impact fort des difficultés de logement, d'emploi, du manque d'argent sur les relations familiales » est également mentionné, tout comme l'importance de reconnaître les compétences des parents et de leur redonner confiance en eux.

CLARISSE BRIOT

Consulter le rapport : urlz.fr/7msA

LA PEUR DU PLACEMENT

Nous étions neuf frères et sœurs et j'en veux à ceux qui nous ont séparés. Quand mes parents ont eu des problèmes, il fallait trouver une solution, mais pourquoi nous ont-ils séparés ? C'est difficile de se retrouver à l'âge adulte sans avoir de souvenirs communs.

Rencontre nationale des familles du Secours Catholique

La crainte du placement des enfants est encore forte, souligne le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge. Conséquence : « Les liens avec les travailleurs sociaux, même bienveillants, s'en trouvent complètement biaisés. » Beaucoup de parents renoncent à faire appel à un intervenant. Le lien avec l'école est également entravé. Sensibilisation et formation des professionnels sont nécessaires pour permettre le dépassement de cette appréhension.

EXÉCUTIF

Un plan très attendu



D. BONJOUR / S.C.-CF.

Le gouvernement devait détailler son plan de lutte contre la pauvreté avant l'été. Il faudra finalement attendre cette rentrée pour en connaître la teneur. « C'est une grande déception, alors que les propositions sont là et que la plupart des arbitrages étaient faits », commentait Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique, face à ce report. « La misère n'attend pas et on va perdre une année. » C'est le cas, par exemple, pour la mise en œuvre d'un accès de tous les enfants à la cantine scolaire. Parmi les autres propositions poussées par l'association lors de la concertation nationale et qu'elle espère voir retenues, figurent l'expérimentation de territoires "0 non-recours aux droits", un droit à la formation pour tous les jeunes dès 18 ans, assorti de ressources, ou encore la simplification et la revalorisation des minima sociaux.

LE CHIFFRE DU MOIS

40 %

C'est le taux de pauvreté des familles monoparentales et des couples avec au moins 4 enfants. Il est de 60 % pour les familles monoparentales avec au moins 3 enfants. C'est une des caractéristiques de la France par rapport à ses voisins : un taux de pauvreté global relativement faible (14 %), mais une situation plus dégradée pour les enfants.

↑ En hausse

+ 0,17 pt

Depuis 2008, le nombre de couples avec enfants augmente dans les accueils du Secours Catholique alors qu'il baisse en proportion dans la population résidant en France dans son ensemble. Ces deux tendances entraînent l'augmentation de leur indice de fragilité : il est passé de 0,71 à 0,88 entre 2000 et 2016.

La crise et ses conséquences ont plongé une part des familles dans des situations encore plus difficiles.

VIOLENCES EN ZONE POST-CONFLIT

Femmes premières victimes

Les violences faites aux femmes sont souvent banalisées dans les régions qui ont connu des conflits. En Tchétchénie, en RDC et au Rwanda, les partenaires du Secours Catholique - Caritas France se mobilisent contre les violences domestiques.



Dans les pays qui ont connu des conflits, « même après la cessation des hostilités », écrit l'OMS*, les femmes sont battues, frappées ou violées, « notamment parce que la violence est plus acceptée socialement et parce qu'il est facile de se procurer des armes ». Face à ce constat, le Secours Catholique soutient des projets de lutte contre les violences conjugales dans l'est de la République démocratique du Congo, au Rwanda mais aussi en République tchétchène de Russie. Dans ces deux derniers pays, 70 % des

+ À LIRE

"Mettre fin à la violence contre les femmes, un combat pour aujourd'hui",
Amnesty International, 2004.

femmes sont concernées. « Lors des conflits, la population intègre le fait que la communication passe par la violence et le foyer devient le principal lieu d'insécurité », observe Juliette Durand-Delga, du pôle Afrique au Secours Catholique. Dans les trois pays, les partenaires s'efforcent avant tout de prendre en charge les victimes dans des maisons d'écoute. Ils leur proposent un accompagnement psychologique et une aide juridique et économique afin qu'elles ne tombent pas dans la pauvreté après s'être séparées de leur mari. Ils veulent aussi faire évoluer la situation en sensibilisant la population et en négociant avec les autorités locales pour que les violences domestiques soient davantage condamnées. Le combat porte ses fruits à Bukavu, en RDC, avec la parution du décret d'application d'une loi contre les violences conjugales. Mais il faudra encore du temps en Tchétchénie : l'an dernier, Moscou a dépenalisé certaines formes de violences domestiques, commuant les deux ans de prison qui les sanctionnaient en une simple amende.

CÉCILE LECLERC-LAURENT

* Organisation mondiale de la santé

BIRMANIE

Le conflit kachin : une crise oubliée



C. BRESIN / S.C.-CF.

Philip Za Hawng, évêque de Lashio, membre de Karuna, la Caritas birmane.

Au printemps dernier, le conflit entre l'armée birmane et les rebelles kachins a repris de plus belle dans le nord du pays, l'armée bombardant la zone. Quelle est la situation humanitaire ?

Des milliers de civils ont dû fuir et abandonner leurs maisons pour rejoindre les 170 camps existants, qui rassemblent 110 000 déplacés. Karuna leur fournit des tentes, des toilettes, de la nourriture. Nous essayons aussi de secourir les civils cachés dans les bois en négociant des cessez-le-feu avec l'armée birmane, mais c'est difficile.

Quelles sont les causes du conflit kachin ?

C'est avant tout une guerre pour les ressources naturelles (or, jade, ambre, bois). L'État kachin est une région riche et stratégique. L'armée birmane a toujours exploité les ressources de cette région et les gains vont dans ses poches, d'où la naissance de la rébellion. La majorité des Kachins souhaitent un fédéralisme pour mettre fin à ce conflit vieux de six décennies. Mais aujourd'hui, même si le pouvoir est officiellement aux mains des civils, l'armée détient toujours les portefeuilles-clés (Défense, Intérieur...). Or elle ne respecte pas les minorités, qui veulent juste voir leur dignité respectée.

Propos recueillis par C.L.-L.

ALERTE

Halte au virus Ebola en RDC

La République démocratique du Congo est frappée depuis mai dernier par une épidémie d'Ebola dans la province de l'Équateur (ouest), qui a fait une trentaine de morts à la mi-juillet. La Caritas congolaise s'efforce d'enrayer la propagation du virus. Sous l'égide de l'Unicef et aux côtés d'Oxfam et de la Croix-Rouge, elle sensibilise les populations aux risques de contamination et aux mesures de prévention à adopter. Elle distribue également des vivres et des kits eau-hygiène-assainissement, et a mis en place un système d'alerte.

Vacances heureuses

« 3, 2, 1, go ! » Petite course organisée sur la plage de Gravelines (59) et moments de complicité entre Cindy et ses deux enfants, Jade et Noah. La famille a pu, cette année, partir en vacances au camping de Petit-Fort-Philippe, grâce au Secours Catholique et au soutien financier de l'ANCV (Association nationale des chèques vacances). Au total, dix familles de la délégation du Nord ont été logées dans des mobile homes. Plage, baignade et jeux ont rythmé les journées des enfants. Des moments collectifs comme une soirée pizza ou encore la visite de l'aquarium de Boulogne ont aussi permis de créer des liens entre les vacanciers. « *J'aimerais partir tous les ans comme ça* », conclut Noah.

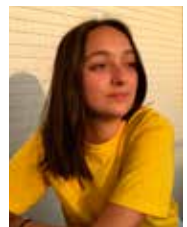
Cécile Leclerc-Laurent



C. HARGOUJES / S.C.-CF.

PAROLE DE **ZOÉ FERRY**, VOLONTAIRE CIVIQUE À LA DÉLÉGATION DE SAVOIE

Dès le printemps 2018, j'ai assisté Myriam et Lucie, animatrices, dans l'organisation d'une marche sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle. J'ai fait partie du deuxième groupe qui s'est mis en route la dernière semaine de juin. Dans cette préparation, j'ai réalisé le "livret du marcheur" indiquant à chacun les étapes quotidiennes, la charte du marcheur, les chants, les citations choisies pour chaque jour. Nous étions 12 personnes de 19 à 71 ans, de confession, génération et origine diverses. Chacun s'est montré attentif aux autres et une solidarité s'est construite entre tous, terreau de l'amitié. Dans la bienveillance, le respect de l'autre, l'harmonie, chacun à tour de rôle a pris soin du groupe et l'a guidé, fait le tour du gîte pour vérifier que personne n'oubliait rien, assuré le réveil de tous le matin, préparé le dîner ou le pique-nique du lendemain. Chaque soir, nous avons proposé une relecture partagée de la journée : elle était axée sur soi, sur le groupe, sur le monde, sur le plus grand que nous et enfin, le dernier soir, sur le retour sur soi.



J'ai apprécié l'aspect sportif de la marche, la vingtaine de kilomètres quotidienne dans la belle nature sauvage de l'Aubrac. Mais ce que j'ai le plus apprécié dans cette expérience, c'est l'humain. J'ai été frappée par la confiance qui s'est installée entre nous. Elle a permis d'exprimer des souffrances vécues, des pensées sur les choses importantes de la vie. Ceux qui marchaient plus vite faisaient des haltes régulières pour

J'ai été frappée par la confiance qui s'est installée entre nous. ”

permettre au groupe de rester toujours uni : ensemble nous étions, ensemble nous restions. Cette semaine a marqué ma mémoire. J'ai une grande envie de repartir l'année prochaine avec mes compagnons de chemin.

+ D'INFO

Le reportage de la radio RCF : <http://urlz.fr/7r6n>

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

INITIATIVE

Portraits pour exister

Une semaine durant, en mai dernier, dans le local de la délégation de Paris rue François-Miron, ont été exposés les portraits de Mina, Céline, Roger, Kader, Dioumaba, Karima, Kamélia. Trois artistes, Hélène, Nicholas et Pascal, ont dessiné et peint ces personnes qui fréquentent l'accueil du Secours Catholique du 15^e arrondissement. Au cours de séances organisées dans le cadre d'un atelier qui cherche à développer l'expression artistique avec les plus fragiles, ont pu s'instaurer des moments d'intimité. « *Une relation de confiance s'établit entre les modèles et les peintres. C'est vraiment émouvant* », explique Hélène. Ces séances confortent l'estime de soi des personnes en fragilité ; ainsi un soin est apporté à la coiffure, au maquillage, certains choisissant même de poser dans le costume traditionnel de leur pays d'origine.

M.-H. C.

VU SUR PLACE EN HAÏTI

Prévenir les catastrophes par le développement agroécologique

Haïti ne cesse de subir des catastrophes naturelles : après le séisme de 2010 qui a fait plus de 230 000 morts, le pays a été frappé par les ouragans Sandy (2012) et Matthew (2016) et par la sécheresse. Ces catastrophes ravagent les infrastructures et les récoltes, et jettent des milliers de personnes dans la pauvreté. « *Les conséquences se font encore sentir* », témoigne Joël Da Costa, de retour de mission en Haïti pour le Secours Catholique, évoquant un bidonville qui abrite 100 000 déplacés à Port-au-Prince. « *Mais sur place, le gouvernement n'apporte que des réponses à court terme* », déplore-t-il. Les partenaires du Secours Catholique, eux, se préparent aux aléas climatiques, soit par la construction de bâtiments parasismiques et anticycloniques, soit par le développement agroécologique. « *Nous revenons à la base de l'économie haïtienne, à savoir la paysannerie familiale, explique Joël Da Costa, car nous avons constaté que le manque de connaissance des populations et d'accès aux moyens de production durable aggravent les risques*



E.PERRIOT / S.C.C.F.

naturels. » À titre d'exemple, dans la région de Jacmel (sud-est), la Caritas aide la population à mieux préserver les sols et distribue des semences biologiques et du bétail à se partager avec un système de parrainage. Jean-Pierre, paysan, témoigne : « *Je suis fier d'avoir reçu une vache. Ce projet a insufflé un esprit de solidarité dans le village.* » 1,3 million d'Haïtiens souffrant toujours d'insécurité alimentaire, le Secours Catholique espère que ce type de projet fera des émules. ■

Cécile Leclerc-Laurent

1,3 million d'Haïtiens souffrent toujours d'insécurité alimentaire.

À SUIVRE

Irma, un an après

En septembre 2017, l'ouragan Irma dévastait les Petites Antilles. Immédiatement mobilisé, le Secours Catholique-Caritas France a accompagné la reconstruction de l'île de Saint-Martin. Répondant à l'urgence, les bénévoles de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane, soutenus par l'équipe nationale urgence de l'association, ont distribué des bâches pour protéger les habitations aux toits détruits. Puis, recensant les quartiers aux populations les plus fragilisées, les bénévoles ont visité près de 900 familles afin d'évaluer leurs besoins matériels, psychologiques et

administratifs. 600 bons d'achat ont permis aux sinistrés de remplacer leur équipement : réfrigérateur, cuisinière, lave-linge, mobilier... Dans un second temps, les équipes accompagnant la reprise d'activité de 22 artisans ont aidé au remplacement de leur outillage. Depuis mars 2018, une personne missionnée sur place par le Secours Catholique permet la mise en œuvre d'un programme de réparation de maisons pour que soient abritées une trentaine de familles parmi les plus isolées et démunies.

Marie-Hélène Content

CONGO-BRAZZAVILLE

Les évêques haussent le ton

Réunis en session extraordinaire en mai avec le soutien du Secours Catholique, les neuf évêques de la République du Congo rompent leur silence pour dénoncer la crise qui secoue leur pays. Ils critiquent le changement de Constitution qui a permis au président Denis Sassou Nguesso de se maintenir au pouvoir. Ils appellent à une véritable réconciliation dans le Pool, région en guerre, pointent du doigt la responsabilité des autorités dans la crise économique, et dénoncent une société malade de la corruption, pendant que « *les Congolais croupissent dans la misère* ». Enfin, ils appellent les citoyens à s'engager pour changer les choses. « *Ce message a fait du bien à la population* », analyse Louise Rapebach, en charge du Congo-Brazzaville pour le Secours Catholique. « *Désormais, les gens peuvent s'organiser et s'adressent à l'Église.* »

SEINE-SAINT-DENIS

L'équipe Young Caritas auprès des enfants rom

Chaque samedi après-midi et durant toute l'année scolaire, trois à quatre jeunes bénévoles du Secours Catholique se relaient pour accompagner une vingtaine d'enfants rom scolarisés dans les établissements à proximité du bidonville du terrain "Voltaire" de Saint-Denis. La quinzaine de jeunes de l'équipe Young Caritas (Secours Catholique jeunes) entend ainsi favoriser l'insertion des familles en vue d'un hébergement stable en logement-passerelle. En deux groupes de niveau, ils reprennent avec les enfants – écoliers et collégiens – les points qui ont posé des difficultés, souvent le français. Durant l'année, ils proposent également aux enfants des sorties culturelles, comme la découverte d'expositions ou de spectacles.

SOLID'ART

Incubateur social de start-up

En Martinique, dans le cadre de son accompagnement vers l'emploi, le Secours Catholique propose à des personnes talentueuses de les aider à transformer leur savoir-faire en métier.

Le 30 septembre 2017, à Fort-de-France, devant un parterre d'acteurs associatifs et institutionnels, d'entrepreneurs et de mécènes, Mirla Pascal-Chalu, Vénézuélienne de 55 ans, présente son projet de "clinique" pour végétaux. Le concept ? Proposer à des particuliers de planter, entretenir et soigner leurs plantes chez eux ou à son propre domicile. Ce 30 septembre, Mirla n'est pas particulièrement stressée. « *Ce sont les bénévoles [du Secours Catholique, Ndlr] qui avaient peur* », se souvient-elle avec amusement. « *Elles m'ont dit qu'elles n'avaient pas dormi de la nuit.* » Le projet de Mirla est l'aboutissement d'une année de travail menée au sein de Solid'Art, un dispositif de retour à

l'emploi imaginé par le Secours Catholique martiniquais. Le principe de ce dispositif est simple : favoriser la création d'activité en s'appuyant sur les talents. « *La plupart des personnes que nous rencontrons sont éloignées de l'emploi ou enchaînent les petits jobs* », constate Gwenaëlle Goldery-Belvinal, bénévole de l'équipe emploi. « *Souvent elles s'obstinent dans des voies sans issue, par manque de débouchés ou de compétences, alors qu'elles ont un vrai savoir-faire dans un tout autre domaine.* »

Passionnée par les plantes, Mirla n'avait jamais imaginé en faire son métier. Ce dont cette travailleuse sociale était sûre, en revanche, c'est qu'elle voulait

changer de boulot. Confrontée à des situations de grande précarité, épuisée moralement de ne pas les évoluer, « *j'étais fatiguée* », confie-t-elle. Elle envisage un temps de s'investir auprès des animaux. « *J'ai regardé les formations de vétérinaire ou de toiletteur pour chiens, mais tout était en métropole.* » C'est la remarque d'une bénévole du Secours Catholique, de passage chez elle, qui provoque le déclic. Impressionnée par la végétation luxuriante qui envahit son appartement, elle finit par suggérer à Mirla : « *Pourquoi ne ferais-tu pas quelque chose avec les plantes ?* »

Karine Perion, elle, a été repérée lors d'une exposition organisée à l'épicerie solidaire de Fort-de-France. La jeune femme, en recherche d'emploi depuis six ans et habituée de l'épicerie, y présentait des sacs réalisés par elle-même. « *Depuis que j'étais au chômage, je cousais tout le temps* », raconte cette mère de quatre enfants, ancienne assistante de gestion dans une entreprise du bâtiment. « *Je m'angoissais de ne pas trouver de travail. Pour passer le temps et évacuer le stress, je faisais des sacs... En fait, la solution était là !* » Lorsque Marcette Louis-Joseph, responsable du Secours Catholique de Martinique, vient la voir une première fois pour lui proposer de faire de cet "antidépresseur" une activité professionnelle, Karine ne la prend pas au sérieux. « *Qui pourrait être intéressé par mes sacs ?* » s'interroge-t-elle. Mais comme pour Mirla, l'idée fait son chemin, jusqu'à ce que la jeune femme se dise : « *Pourquoi pas ?* »

Début 2017, avec huit autres personnes porteuses de talents artistiques et artisanaux, Mirla et Karine intègrent le dispositif Solid'Art. « *Notre rôle, précise Gwenaëlle Goldery-Belvinal, est d'aider les personnes à affiner leur projet, de les soutenir dans leurs démarches pour monter la structure et suivre des formations, et si besoin, de les remobiliser lorsque la journée a été difficile, de les aider à concilier vies professionnelle et familiale.* » Un coach-thérapeute anime des ateliers réguliers. « *Ça m'a beaucoup aidée* », confie Karine. La jeune femme raconte la déflagration qu'a été son licenciement économique en 2010. « *C'est arrivé à un moment où je me disais que tout allait pour le mieux dans ma vie, je ne* ■■■

+ À LIRE

Le dossier emploi sur le site du Secours Catholique : <http://urlz.fr/6UVN>



G. KERBAOL / S.C.C.F.

« *Je m'angoissais de ne pas trouver de travail. Pour passer le temps et évacuer le stress, je faisais des sacs... En fait, la solution était là !* »

VU D'AILLEURS AU KOSOVO

Un coup de pouce pour se lancer dans le business



CARITAS KOSOVO

Au Kosovo, une personne sur deux est au chômage. Le pays le plus pauvre d'Europe voit ainsi ses jeunes partir, faute de perspectives. Or « *il y a des idées et des choses à faire sur place* », analyse Bujar Sahatqiu, coordinateur d'un programme de Caritas Kosovo mis en place à Mitrovica et soutenu par le Secours Catholique. « *Mais les*

Caritas soutient, entre autres, des apiculteurs dans le lancement de leur projet.

femmes et les jeunes, notamment, ont besoin d'assistance pour développer leurs compétences et devenir plus professionnels. » Ainsi l'association soutient actuellement une vingtaine de projets, principalement de femmes qui n'avaient pas pensé pouvoir faire de l'une de leurs activités une source de revenus. Une femme qui produit des fromages de chèvre, une autre qui voudrait lancer une entreprise de ménages, une autre encore qui fabrique des sacs à main... Toutes ont reçu des formations pour concevoir un business plan (comment approcher le client ? créer un réseau ? payer ses taxes ?...). Parallèlement, Caritas soutient une trentaine d'agriculteurs pour les aider à améliorer

leur rendement, la qualité de leurs produits et à mieux gérer leur entreprise. « *Nous conduisons aussi ces paysans à des foires, par exemple en*

Il y a des idées et des choses à faire sur place

Serbie, ce qui leur permet de voir le business ailleurs que chez eux, d'acheter du matériel et de développer leur réseau », explique Bujar Sahatqiu. Car un

autre objectif de ce projet de réinsertion économique est aussi de favoriser les échanges entre Serbes, Albanais et Bosniaques dans une région encore meurtrie par les conflits. « *Les gens se remettent ainsi à travailler ensemble, l'économie recrée du lien* », se félicite Elnara Petit, en charge du Kosovo pour le Secours Catholique. ■

Cécile Leclerc-Laurent

l'ai pas vu venir. Après cela, je me suis effondrée. » Retrouver de la confiance en soi, prendre conscience de son talent et croire en son projet ont été les trois étapes d'une solide reconstruction. « *Aujourd'hui je n'ai plus peur de l'échec, constate Karine. Je m'en suis rendu compte en frappant aux portes pour le financement. Tout le monde ne m'a pas dit oui. Certains ne m'ont même pas répondu. Et je n'ai pas baissé les bras!* »

La journée du 30 septembre organisée par le Secours Catholique lui a permis de nouer des contacts et de recevoir des conseils. « *Suite à ces conseils, j'ai encore mûri mon projet. J'ai accentué la partie recyclage. Je fabrique mes sacs uniquement avec des matériaux de récup.* » Mirla, pour sa part, suit une formation en production horticole financée par Pôle emploi, qu'elle va sans doute compléter par une formation à la permaculture. Elle a déjà un nom pour son entreprise : "La Nature et moi". ■

Benjamin Sèze



G. KERBAOL / S.C.-C.F.

Passionnée par les plantes, Mirla n'avait jamais imaginé en faire son métier.

ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE

L'esprit collectif

Chaque année, des milliers d'enfants et d'adolescents sont accompagnés dans leur scolarité par des bénévoles du Secours Catholique. À Guyancourt, en région parisienne, esprit collectif et ambiance familiale font la recette du succès.

REPORTAGE CLARISSE BRIOT

Le Pont du Rouitoir, à Guyancourt, dans les Yvelines. Le Secours Catholique est installé place du Marché, au cœur de ce quartier de logements sociaux. Devant le local s'épanouit un carré de verdure. À l'intérieur, comme chaque mercredi, Anne-France, "Pascaloune", Catherine et Annie boivent le café, bientôt rejointes par d'autres bénévoles.

Les premiers enfants arrivent, joyeux. Des binômes se forment. Alimatou s'attaque à la division avec Marie-Amélie, ingénieur. « *Ne panique pas !* » lui conseille la bénévole. « *Il faut démystifier les maths. Ce qui bloque Alimatou, c'est son manque de confiance en elle* », observe-t-elle. À la table voisine, Inès s'exerce à la lecture avec Blandine. Non loin de là, Sata révisé le futur avec Françoise. Dans un box, Bakou est aidé par Pauline, étudiante. « *J'ai pris beaucoup de plaisir à l'école, explique la jeune volontaire. J'ai envie que d'autres ne ratent pas cela.* »

Accompagnement individuel et travail d'équipe sont les maîtres-mots. Ainsi, chaque semaine, les binômes changent. « *C'est bien pour apprendre à se connaître, estime Élise, 9 ans. Et*

les méthodes d'apprentissage ne sont pas les mêmes. » « *Cela permet à l'enfant de comprendre qu'il travaille pour son propre épanouissement, complète Annie, et pas pour faire plaisir à l'adulte qui le suit.* » Après une première heure studieuse, cette ancienne infirmière, artiste à ses heures, anime un atelier dessin. À l'extérieur, une autre activité créative démarre : la confection de "comètes" à lancer, en prévision de la journée à la mer organisée avec les familles.



Équipe accompagnement scolaire de Guyancourt Délégation des Yvelines

Place du Marché
78280 Guyancourt
Tél. : 07 86 13 18 50
www.yvelines.secours-catholique.org
ec.secours.catholique@gmail.com

Nombre de bénévoles : 25

Nombre d'enfants accompagnés : 39

Nombre de familles accompagnées : 25

+ D'INFO

Sur le site
du Secours
Catholique :
<http://urlz.fr/7q4Q>

+ ÉCLAIRAGE ANNE-FRANCE LEGAIT, RESPONSABLE DE L'ÉQUIPE D'ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE DE GUYANCOURT

« Un accompagnement ouvert sur la vie de l'enfant et de sa famille »



S. WASSENAAR / S.C.-C.F.

« Nous accompagnons les enfants d'abord sur le plan scolaire car les besoins, dans ce quartier, sont immenses. Après ce temps de soutien scolaire proprement dit, nous proposons aux enfants des activités de jeux, de bricolage, de dessin, qui leur permettent de s'épanouir et de créer. Ils sont fiers de ce qu'ils réalisent et de l'admiration qu'ils suscitent chez leurs parents. Certains révèlent des talents qu'ils ne peuvent pas forcément développer chez eux faute de place ou de matériel. Pour que tout se passe bien, nous avons écrit ensemble, avec les enfants, deux chartes : l'une avec les enfants de classes primaires et l'autre avec les collégiens. Les jeunes respectent ces

règles, ce qui permet à tous, jeunes et bénévoles, d'évoluer dans une atmosphère de confiance et de liberté.

Notre mission est de mettre en valeur l'enfant, de lui redonner confiance en lui et d'épauler les parents dans leur rôle éducatif. Nous appelons ces derniers régulièrement et, petit à petit, des liens se tissent. Lorsque nous organisons des sorties et des moments festifs, les familles sont invitées. Il y a une vraie adhésion. S'ils le souhaitent, nous accompagnons aussi les parents lors des entretiens avec les professeurs. La mission de notre équipe ne consiste donc pas seulement en une aide aux devoirs, mais en un accompagnement ouvert sur la vie de l'enfant et de sa famille. C'est une vraie relation d'échange et de confiance. »

Propos recueillis par
C.B.

Tandis que les plus jeunes jouent ou bricolent, Mamadou prépare l'oral du bac de français avec Françoise, ancien professeur de lycée. « *Elle m'aide à m'organiser, apprécie l'adolescent. C'est elle qui m'a donné l'idée de faire des fiches.* » Puis c'est au tour de Léa et Naïma de "débrief" les écrits. Les deux copines craignent le hors-sujet. Libérée de cours, Faith, en classe de seconde, feuillette l'album photo de l'année écoulée et s'arrête sur la sortie collective à un match du PSG : mémorable !

Samira vient chercher Inès et Ryan, qui sautent à la corde et ne sont guère pressés de partir. « *Ils font des sorties, des activités ensemble, c'est bien !* » se réjouit la maman. « *Je vois que ma fille comprend mieux certaines notions en tête-à-tête avec un adulte que dans sa classe de 30 élèves* », témoigne Sohila, maman de Sarah. « *Ça me rassure.* »

« *Moi, bien sûr, je n'ai pas de difficultés* », crâne Wassim, le frère aîné. « *Ici, c'est du bonus !* » ■



1



2



3



4



5



6

En action(s)

L'accompagnement scolaire, à Guyancourt, rime avec écoute, confiance et bienveillance. Pendant une heure, chaque enfant travaille individuellement avec un adulte **1** et **4**. Ce jour-là, Élise, 9 ans, fait équipe avec Odile **6**. La dimension collective et ludique est également très présente **2** et **3**. Année après année, des liens complices se tissent avec les enfants **5**.

PHOTOS : STEVEN WASSENAAR / S.C.-C.F.



Rencontre

KHADIJA MEHENNI

Pour l'amour du foot... et des autres

D'origine algérienne, Khadija Mehenni entraîne depuis deux ans l'équipe de football du Secours Catholique de Paris, tout en étant bénévole dans un accueil de jour. Son credo ? L'aide aux autres, avec toujours le sourire.

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT PHOTOS : CHRISTOPHE HARGOUES / S.C.-C.F.

Un samedi matin, sur un terrain de football dans le bois de Vincennes. L'équipe composée de personnes en galère, mais aussi de salariés et de bénévoles du Secours Catholique de Paris, s'entraîne sous les encouragements de Khadija, leur coach. « Allez, allez, on souffle ! » Ce petit bout de femme détonne au milieu de cette équipe masculine. Cheveux teints en blond, piercing sur l'arcade sourcilière et lunettes de star, Khadija ne passe pas inaperçue : « Quand j'étais petite et que j'allais au stade, je rêvais que les gens crient mon nom ! D'ailleurs, je suis unique : je

suis gauchère mais je joue du pied droit. » Droite dans ses baskets, Khadija sait ce qu'elle veut et fait taire ceux qui disent que le foot, c'est pour les hommes. « J'ai aussi voulu être entraîneuse pour montrer qu'une femme n'est pas née pour être juste à la maison ! » Chez Khadija, le foot est une passion d'enfant et même une histoire de famille...

Respect et esprit d'équipe

Née dans un quartier populaire à Oran en Algérie, la petite joue au ballon rond dans les années 80 avec ses voisins, filles et garçons confon-

du. Elle se rend souvent au stade avec ses frères et son père, lui-même ancien professionnel de l'équipe nationale algérienne. Lorsqu'il meurt alors que Khadija n'a que 12 ans, la jeune fille se fait la promesse qu'il sera fier d'elle, de là-haut. Elle intègre des clubs de football, se lance dans des études au Creps* pour être éducatrice-coach et est même sélectionnée par l'équipe nationale algérienne en 1995. Mais il n'est pas facile de vivre du football quand on est une femme en Algérie... Alors, comme « jusqu'à un certain âge on ne pense qu'à soi, et après on pense à sa famille », Khadija décide de partir, une fois son diplôme en poche, pour pouvoir soutenir sa mère malade. Elle arrive en France en 2014, sans se douter que le chemin de la migration est semé d'embûches. « Le plus dur, c'est la solitude », confie-t-elle. Heureusement, un jour, elle croise la route du Secours Catholique. « À un arrêt de bus, j'ai aidé une femme âgée qui saignait, je l'ai accompagnée à la pharmacie et elle m'a parlé du Secours Catholique, me disant que je pourrais y faire du bénévolat. » C'est ainsi que Khadija est "recrutée" pour devenir l'entraîneuse du club de foot de Paris. « Ce que j'aime avec cette équipe, c'est qu'on ne voit pas la différence entre un bénévole, un migrant, un salarié... On

BIOGRAPHIE

1974 : naissance à Oran en Algérie

1995 : joueuse dans l'équipe nationale algérienne

2014 : arrivée en France

2016 : bénévole et coach au Secours Catholique



“

CE QUE JE CROIS

Je crois en l'accueil, l'amour, l'humanité, la tendresse...
Tout ça, je l'ai vécu et je le ressens au Secours

Catholique. Je suis musulmane et je crois que Dieu veut qu'on
aide tout le monde, peu importe qu'on soit blanc ou noir, chrétien,
juif ou musulman. C'est ma méthode de vie. ”

est tous mis au même niveau avec le football. » Avant tout, Khadija veille à transmettre les règles du jeu et l'esprit d'équipe. Elle se dit elle-même carrée : « Ça me touche, quand un joueur fait une faute. Je leur apprend le respect, c'est important. » Les entraînements, le samedi, se terminent toujours par un repas convivial et les liens sont forts entre les membres de l'équipe. « Je ne suis pas seulement coach, je suis une psychologue, je suis une amie qui essaie aussi d'écouter et d'aider les joueurs. Ils m'appellent souvent. » Une sorte de maman des joueurs ? « On peut dire ça », reconnaît-elle en riant.

Comme une famille

Le bénévolat de Khadija ne s'arrête pas là : le mardi matin, elle apporte aussi son aide à l'accueil de jour de l'association au 128 rue d'Aubervil-

liers. Son bilinguisme arabe-français est précieux pour mieux orienter les personnes d'origine étrangère. « Les gens viennent avec leurs lourds bagages et moi je suis à la fois leurs oreilles et leurs yeux. Je leur apporte aussi mon sourire, et je suis toujours soulagée quand je vois quelqu'un me rendre ce sourire. Ça me fait plaisir de faire plaisir ! »

Mais Khadija n'oublie pas son objectif : aider sa maman. Grâce à un contact obtenu au Secours Catholique, elle travaille désormais dans une pizzeria à Paris... Sauf les mardis et samedis matin ! Hors de question de laisser tomber le Secours Catholique. « Ils m'ont ouvert les bras quand j'étais en galère, ils sont toujours là pour moi, c'est ma deuxième famille », déclare-t-elle. Son rêve, désormais : obtenir enfin le sésame des papiers pour pouvoir avoir son propre loge-

ment (« mon espace à moi ») et arrêter de dormir chez des amis. Elle veut aussi pouvoir voyager et retourner voir sa mère en Algérie. Sa mère... et son fils de 10 ans, auquel elle envoie régulièrement des ballons de football. Elle l'a confié à sa famille et il lui « manque grave ». Elle espère qu'il la rejoindra un jour, « quand ce ne sera plus la galère ». On n'en saura pas plus. Khadija veille à garder son jardin secret. On devine des blessures enfouies tout au fond. Mais le sourire reste, grâce au football : « Le sport, c'est ma vie : il me donne du bien-être et me permet d'oublier mes soucis. Khadi sans le sport, c'est pas Khadi ! » ■

* Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive

+ POUR ALLER PLUS LOIN

> **Revivez un match de football** de l'équipe de Khadija avec ce diaporama sonore. « Le sport, c'est une passerelle pour avancer, ça redonne le moral », témoigne Sam. À écouter et voir : urlz.fr/7mgT

> **Découvrez la Caritas Cup**, le tournoi annuel des équipes de football du Secours Catholique qui mêle salariés, bénévoles et personnes accueillies. Il fait le pari que le sport peut créer des espaces de rencontre et ouvrir des perspectives d'insertion. urlz.fr/7mgV



DÉCRYPTAGE

COLOMBIE

UNE PAIX À CONSTRUIRE

INTERVIEW 16
FRANCISCO DE ROUX

DÉFENSEURS DES DROITS : 17
LA GUERRE INVISIBLE

À PAQUEMAS 18
LE RETOUR À LA TERRE

Malgré le dépôt des armes par les Farc, la violence imprègne encore le quotidien d'une grande partie des Colombiens. D'autres acteurs armés sévissent toujours sur le territoire. Et les causes du conflit qui agite le pays depuis plus de 50 ans n'ont pas disparu. Les partenaires locaux du Secours Catholique se battent aux côtés des victimes pour qu'elles aient accès à leurs droits, et pour qu'une politique effective soit menée contre les inégalités sociales. Une condition indispensable à la paix.

ANALYSE

La paix, vraiment ?

En Colombie, la question de la violence est loin d'être résolue malgré l'accord de paix signé en 2016 avec les Farc. Présents aux côtés des victimes, les partenaires du Secours Catholique-Caritas France agissent pour l'avènement d'une paix réelle et d'une réconciliation nationale.

ENQUÊTE : BENJAMIN SÈZE / PHOTO : XAVIER SCHWEBEL / S.C.-C.F.

Ancien commandant des Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie), Marcos Calarca est aujourd'hui un homme politique. Il est l'un des responsables de la Farc, le parti formé par les anciens guérilleros suite à la signature, le 24 novembre 2016, de l'accord de paix négocié avec le gouvernement colombien. Assis sur un canapé dans le hall de l'université nationale, à Bogota, l'homme, courtois, tient à montrer patte blanche. « *En tant que force politique alternative, nous maintiendrons notre engagement pour la construction de la paix*, déclare-t-il. *Et nous sommes prêts à une collaboration totale pour faire émerger la vérité sur le conflit.* » À l'étage, une dizaine de membres de son parti suivent une formation en sciences politiques avant leur entrée prochaine* au Congrès. Cette rencontre, impensable il y a encore deux ans, pourrait illustrer en elle-même l'avènement de la paix dans un pays en guerre depuis plus de cinquante ans. Mais l'image est incomplète. « *Oui, le nombre des confrontations armées, des massacres et des kidnappings a chuté. À l'hôpital militaire de Bogota, on ne voit plus le va-et-vient incessant d'hélicoptères remplis de soldats blessés ou tués, et dans certaines régions du pays, anciennement contrôlées par les Farc, les gens ont pu voter pour la première fois lors de la dernière élection* », observe Ubencel Duque Rojas, directeur du programme de développement et paix dans le Magdalena Medio (PDPMM), partenaire du Secours Catholique dans le centre-nord de la Colombie. « *Ils ont réussi à conclure un accord qui a abouti à un désarmement et transformé un ancien acteur armé en acteur politique.* » Pour autant, Ubencel Duque Rojas préfère parler d'accord "pour" la paix car, selon lui, l'avènement de celle-ci en Colombie nécessitera bien plus que le simple dépôt des armes par les Farc. Elle dépend d'abord de la mise en œuvre de cinq points essentiels prévus par l'accord : une réforme agraire devant permettre la redistribution de 3 millions d'hectares de terre

à des petits paysans ; le renforcement de la participation citoyenne dans la vie politique colombienne ; la réincorporation des 6 000 anciens guérilleros Farc dans la vie civile ; la lutte contre le narcotrafic avec la proposition d'alternatives aux paysans cultivateurs de coca ; la mise en place d'une justice de transition pour juger les auteurs – de tous bords – de crimes commis en raison du conflit armé.

Près de deux ans après la signature de l'accord et la démobilisation des Farc, la mise en œuvre de ces cinq points se fait encore attendre. Pour certains observateurs, ce retard s'explique par la désorganisation de l'administration colombienne. Pour d'autres, c'est clairement le signe d'un manque de volonté politique. Ils accusent le pouvoir en place d'être plus intéressé par le développement économique du pays au profit d'une élite, par le biais des grandes entreprises, que par l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes et la réconciliation nationale.

L'élection, au mois de juin, d'Ivan Duque à la tête de l'État risque, selon eux, d'accentuer cette tendance. Pendant ■■■

+ LE POINT DE VUE DE WILMER PABUENA

Ancien paramilitaire, Wilmer Pabuena, 38 ans, a réintégré en 2006 la vie civile dans le cadre d'un projet-pilote de réinsertion d'anciens combattants.

« J'avais 22 ans quand j'ai rejoint les "groupes d'autodéfense". C'était une période où j'avais de gros problèmes. J'ai rencontré un jeune homme qui m'a proposé de rejoindre son groupe, ici, dans le département de Bolivar. C'était une opportunité pour partir de chez moi. Je n'ai compris qu'après que c'était des paramilitaires. En 2006, notre groupe a été démobilisé et 120 d'entre nous ont dû intégrer la communauté de Monterrey. Je la connaissais car nous

«

l'avions déjà attaquée et occupée. L'accueil des gens, surtout des leaders, m'a surpris. Jamais nous n'avons

Il faut avancer pour plus de paix. »

été rejetés. Aujourd'hui nous ne sommes plus que six anciens paramilitaires à être restés. Les autres, pour la plupart, sont rentrés dans leur région d'origine au

bout d'un an. Certains ont été enrôlés par d'autres groupes d'autodéfense. La tentation est grande car on te propose beaucoup d'argent. J'ai moi-même été approché, mais j'ai refusé car je suis marié, j'ai deux fils et un travail dans la plantation de palmiers. Nous devons bénéficier d'une aide financière de l'État et d'un accompagnement psychologique, mais depuis douze ans je n'ai rien eu de tout ça. Le soutien qui m'a poussé à avancer, je l'ai reçu ici. J'ai des amis, je participe à la vie de la communauté. Beaucoup de personnes veulent que les anciens Farc aillent en prison parce qu'ils ont tué, blessé. C'est compréhensible, mais leur offrir des opportunités pour se réintégrer est une meilleure solution car maintenant, il faut avancer pour plus de paix dans les campagnes. »

Propos recueillis par B. S.

■ ■ ■ la campagne, le candidat de la droite a annoncé vouloir changer de manière substantielle l'accord de paix négocié par Juan Manuel Santos.

En Colombie, la question de la paix se heurte également à la perpétuation de la violence. Dans certaines régions, le départ des Farc a été l'occasion pour de nouveaux acteurs armés de s'engouffrer dans un espace laissé vacant par l'État. « Pour nous, aujourd'hui, rien n'a changé », constate Paolo Tellez, leader paysan dans le Catatumbo. Dans ce département du nord-est du pays, les communautés paysannes sont désormais prises en tenaille dans une lutte pour le territoire opposant deux groupes de guérilleros, l'ELN et l'EPL, les narcotrafiquants, l'armée et des groupes paramilitaires. Ce sentiment d'absence de changement, malgré l'accord de paix, est aussi très présent chez les paysans du Magdalena Medio soumis depuis des années à la menace de groupes paramilitaires. Ces derniers agissent parfois pour le compte de grands propriétaires terriens ou d'entreprises qui convoitent les terres agricoles. S'il n'y a plus de massacres, la violence a changé de forme, observent-ils. Depuis deux ans, les assassinats de leaders communautaires ou de défenseurs des droits de l'homme sont en recrudescence. À travers ceux-ci, ce sont des dynamiques sociales que l'on cherche à détruire.

Les partenaires colombiens du Secours Catholique travaillent depuis de nombreuses années avec les victimes de cette violence multiforme pour leur permettre de défendre leurs droits civiques, économiques et sociaux. Ils agissent aussi auprès des institutions et de l'opinion publique colombiennes pour leur faire prendre conscience de la nécessité de créer les conditions d'une paix réelle, empreinte de justice sociale, et d'une réconciliation nationale. C'est loin d'être évident pour une grande part des Colombiens. « Paradoxalement », souligne Mgr Henao, directeur de la Caritas colombienne. « *ce sont ceux qui ont le plus souffert de la violence qui sont les plus ouverts à la réconciliation.* » ■

* Cette entrée au Congrès s'est effectuée le 20 juillet 2018.

INTERVIEW FRANCISCO DE ROUX, JÉSUIE, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA VÉRITÉ.

« Notre défi : faire naître la vérité sans accentuer les divisions »

De 2008 à 2014, Francisco De Roux a été responsable de la communauté jésuite de Colombie. En novembre 2017, il a été nommé président de la commission de la Vérité.



DF.

Quelle est la mission de la commission de la Vérité ?

Notre mission n'est pas de donner "la" vérité sur le conflit car il n'y a pas une seule vérité, qui serait celle de la commission, mais plusieurs vérités qui sont celles des Co-

lombiens et qui doivent s'exprimer et se rencontrer. Une part de notre mission est de travailler à partir des témoignages des victimes – nous allons en recueillir entre 20 000 et 25 000 –, une autre est de convaincre les différentes parties au conflit de parler honnêtement, de raconter leurs actes et de les expliquer, et de reconnaître leurs responsabilités individuelles ou institutionnelles dans les souffrances infligées. Le but est d'aboutir, au bout de trois ans, à une compréhension complète de ce qui nous est arrivé ces dernières décennies.

On ne peut pas faire cela sans toucher à des sujets conflictuels dans la société colombienne. Comme le lien entre la guerre et des intérêts politiques, ou entre la guerre et des intérêts économiques. Notre grand défi va être de réussir à faire naître la vérité sans accentuer les divisions et la violence. Pour moi, ce serait une grande erreur si à la fin le pays devenait plus divisé et si la confrontation au sein de la société s'accroissait.

Quel est l'intérêt de votre mission pour la société colombienne ?

À mon avis, le drame de la Colombie a été la résistance d'une partie de la société, notamment dans les grandes villes, à comprendre toute la souffrance causée par les actes commis pendant la guerre, notamment par l'armée et les groupes paramilitaires. Il est impossible pour le pays d'avancer dans la réconciliation et la construction collective si nous ne nous y prenons pas tous ensemble et si nous n'acceptons pas ce qu'il s'est passé. C'est indispensable aussi pour la construction de l'État démocratique.

La reconnaissance des victimes n'est donc pas une évidence ?

Non, elle ne l'est pas. Dans la plupart des cas, les victimes, ou leurs proches* lorsqu'elles ont été tuées ou ont disparu, n'ont pas accès à la vérité sur ce qu'il leur est arrivé. Cela crée un sentiment d'impuissance et de frustration. Notre travail est de leur rendre leur dignité et de les inviter à être des citoyens capables de lutter pour leurs droits et de participer à la vie politique. Nous allons donner de la valeur à leur témoignage, leur faire sentir que ce qui s'est passé chez elles va être connu dans tout le pays, que leur souffrance est une chose qui nous touche tous. Afin qu'elles sortent de ces sentiments de frustration et d'impuissance pour pouvoir imaginer un futur pour elles et pour leurs enfants.

Cette reconnaissance des victimes et de leur souffrance est-elle importante aussi pour la société colombienne ?

Oui, pour redonner sa place à l'être humain. Nous avons eu plus de 2 000 massacres durant le conflit et la société ne s'est jamais mobilisée. Toutes les semaines, cela passait au journal télévisé et la population ne réagissait pas. J'étais à Barrancabermeja au moment du massacre du 16 mai 1998 et je me souviens très bien des funérailles. 34 personnes de la paroisse des jésuites ont été tuées, et personne n'est venu du reste du pays pour nous dire : « *Nous sommes avec vous. Nous sommes tous des Colombiens. Votre souffrance est la nôtre.* » Nous étions seuls. Ce qui a été particulièrement terrible, c'est la destruction des communautés autochtones et afro-colombiennes. Pour le reste de la population, cela ne signifiait strictement rien. Cela démontre l'ampleur de la destruction de l'être humain dans notre société. C'est une crise spirituelle très profonde. C'est pour cela qu'il faut envisager de mettre les victimes au centre.

Propos recueillis par B. S.

* En un peu plus de cinquante ans, le conflit armé a fait 260 000 morts, plus de 60 000 disparus et 6,9 millions de déplacés.

DÉFENSEURS DES DROITS

Assassinats de leaders : La guerre invisible

Moteurs des dynamiques sociales, porteurs des revendications, organisateurs des résistances, les leaders communautaires sont la cible de nombreuses menaces. Les partenaires colombiens du Secours Catholique se battent pour leur protection.

Don Misael Payares se souvient de ce jour de juillet 2012, lorsqu'à cheval pour se rendre dans un village voisin il a croisé la route de trois hommes qui l'attendaient, armés de machettes. « Ils ont tué mon cheval et m'ont dit que si je poursuivais à pied, c'est moi qu'ils tueraient. » Depuis cet épisode, ce leader d'une communauté de 114 familles, à Buenos Aires, dans le département de Bolivar, bénéficie à sa demande d'une protection individuelle fournie par l'État colombien. Dehors, son garde du corps l'attend, adossé à un 4x4 blindé. Son tort ? Défendre les terres de petits paysans contre les convoitises d'une entreprise de production d'huile de palme. La menace qui pèse sur lui est réelle. Le vendredi 6 juillet, des milliers de personnes se sont rassemblées dans les 30 principales villes de Colombie pour dénoncer les assassinats de leaders sociaux et communautaires colombiens, en forte recrudescence ces derniers mois.

Guerre insidieuse

Difficile d'obtenir un chiffre exact, car ces assassinats ne sont jamais revendiqués comme tels, et les enquêtes judiciaires aboutissent très rarement par manque de moyens ou de volonté des autorités. On parle cependant de plus de 300 assassinats depuis deux ans. Une sorte de guerre invisible, insidieuse et multiforme sévit ainsi en Colombie contre ces leaders qui contrarient certains intérêts. « Aujourd'hui, il n'y a plus de massacres comme par le passé et on n'assassine plus les grands leaders politiques », note Yermín Sanguino, de l'organisation paysanne Cisca,

soutenue par le Secours Catholique. « La stratégie a changé. On s'attaque désormais aux petits leaders locaux, en les stigmatisant, en les agressant, en les menaçant, et parfois en les assassinant. Ce n'est jamais direct. Vous allez rarement recevoir une lettre de mise en garde comme ça pouvait être le cas avant. » Un jour, Don Misael Payares est apparu en guérillero sur un photomontage diffusé à la télévision. Il y voit une manœuvre de l'entreprise productrice d'huile de palme pour le décrédibiliser. Leader communautaire à El Tarra, dans le Catatumbo, à l'extrême nord de la Colombie, Paolo Tellez, 56 ans, dit se sentir en danger de façon constante. Dans cette région,

la population est prise en étau entre l'armée, les groupes paramilitaires, les narcotrafiants et deux groupes de guérilleros non affiliés aux Farc, qui se disputent le territoire. « L'influence des leaders communautaires gêne ces acteurs, explique Paolo Tellez. Ils veulent casser toute dynamique sociale dans les communautés pour mieux contrôler la zone. » À Teorama, dans le nord du Santander, Jorgen Acosta, 38 ans, confie ressentir parfois une peur panique. Par exemple lorsqu'il apprend l'assassinat d'autres leaders comme lui. « C'est comme un nuage gris qui s'approche, décrit-il. Tu te dis que la pluie ne va pas tarder à te toucher. » Les partenaires locaux du Secours Catholique se battent pour la protection des leaders sociaux et défenseurs des droits de l'homme. La Caritas colombienne, par exemple, exerce une pression sur les autorités publiques afin que cesse l'impunité dont jouissent les auteurs et commanditaires des crimes. En parallèle, elle mène un travail auprès de l'opinion publique pour rendre visible et valoriser ces leaders. « L'un de nos plus gros défis », explique Jonathan Rodriguez, de Caritas Colombie, « est de vaincre l'indifférence des Colombiens. » ■

Benjamin Sèze

Les acteurs armés encore présents

PARAMILITAIRES

Nées dans les années 1990 officiellement pour lutter contre la guérilla, ces milices d'extrême droite ont été théoriquement démobilisées après 2006. Mais elles se développent aujourd'hui et sévissent pour défendre leurs intérêts (notamment le narcotrafic) ou pour le compte d'acteurs économiques et politiques locaux.

GUERILLEROS

Après la démobilisation des Farc, deux groupes guérilleros continuent la lutte armée aujourd'hui.

- > L'ELN (Armée de libération nationale) d'inspiration marxiste compterait 1 500 soldats.
- > L'EPL (Armée populaire de libération) d'inspiration maoïste compterait 500 hommes.

Éléments graphiques Freepix / infographie S.C.





REPORTAGE

Retour à la terre

À Paquemas, dans le nord-ouest de la Colombie, des familles paysannes déplacées de force il y a vingt ans se battent aujourd'hui aux côtés de la pastorale sociale locale et de la Caritas colombienne pour récupérer leurs terres. Un combat juridique qui porte ses fruits.

Une cuisine, une chambre, quelques chaises en plastique disposées sous un auvent. Nichée en haut d'une pente herbeuse, la maison de Luis et Perfecta Mejilla est modeste. Mais pour ce couple de paysans colombiens, ces quatre murs en parpaings, ce sol en béton brut et ce toit de tôle grise ont une valeur inestimable. Celle du combat mené pour revivre ici, depuis deux ans maintenant, vingt ans après avoir

été contraints de fuir. D'un mouvement de tête, Luis désigne le gros manguier devant la maison. « *Cet arbre, c'est moi qui l'ai planté en 1994* », explique-t-il.

Un rêve de courte durée

Cette année-là, dans le cadre d'une réforme agraire, l'État avait racheté à un grand propriétaire terrien la ferme de Paquemas, dans le département d'Antioquia, puis divisé ses 2 740 hectares pour les répartir entre 114 familles. Pour ces ménages d'origine paysanne, un rêve se réalisait : celui de posséder leur propre lopin de terre à cultiver. C'était l'assurance de la sécurité alimentaire. « *On avait planté des bananiers, du manioc, du maïs, du riz et de l'igname*, se rappellent Luis et Perfecta. *On avait aussi quelques poulets, des chevaux et un âne.* » Mais le rêve sera de courte durée. Situé dans un corridor reliant deux vallées, le territoire présente des enjeux stratégiques pour les différents protagonistes du conflit armé en cours. « *En 1995, on voyait*



association de paysans », raconte Luis. Deux jours plus tard, les paramilitaires font entrer du bétail sur le terrain de Luis et Perfecta – « les vaches ont détruit nos cultures » – et incendient leur maison. « Nous n'avions pas d'autre choix que de fuir. » Dans les mois qui suivent, les familles de Paquemas plient bagage les unes après les autres, souvent après avoir été contraintes par les paramilitaires de vendre leurs terres. Beaucoup s'installent à quelques kilomètres et travaillent comme ouvriers agricoles dans de grandes plantations de palmiers ou de bananiers. D'autres rejoignent la ville, à l'instar de Flora Abavera Sanchez, qui a fui avec ses enfants après l'assassinat de son mari. « À Medellín, puis Apartado, j'ai enchaîné les petits boulots, vendu des journaux, lavé du linge... »

Un combat âpre

En 2011, la loi sur les victimes et la restitution de terres (loi 1448) est votée. Plusieurs familles reprennent contact pour tenter de reprendre possession de leur terrain. « Mais nous n'étions qu'un groupement de personnes. Aux yeux des autorités nous n'existions pas », commente Maria Nubia Vera Pondono, 50 ans. L'accompagnement de la pastorale sociale d'Apartado et de la Caritas colombienne, partenaire du Secours Catholique, a été primordial. « Ils nous ont formés sur les questions d'accès à nos droits et d'accès à la justice, et ils nous ont aidés à nous organiser, explique Maria. À partir du moment où vous êtes constitué légalement en association, l'État est obligé de vous écouter. » Être soutenus par des acteurs tiers a aussi joué un rôle dans l'attention qui a été portée à leurs revendications. Depuis 2014, 39 familles sur les 112 qui souhaitaient revenir ont obtenu gain de cause auprès de la justice. Le combat est âpre, car les autorités collaborent avec réticence. Les décisions de restitution arrivent au compte-gouttes. Et les moyens censés être attribués aux familles pour leur permettre de vivre convenablement, notamment en développant une activité économique, se font attendre. « Nous dérangeons tout le monde », constatent Luis et Perfecta. Depuis leur réinstallation, ils ont replanté du riz et des bananes et élèvent quelques animaux. « Mais pour l'instant, c'est pour notre propre consommation. Il nous manque les moyens d'investir pour pouvoir commercialiser. »

La quarantaine de familles revenues cohabite avec celles installées il y a vingt ans par les paramilitaires et qui sont susceptibles aujourd'hui d'être expulsées. Ce qui est source de tensions. « Insultes, menaces, dégradations... Notamment pour les premières familles qui se sont réinstallées, cela a été très dur », relate Jeannette Cordoba, qui travaille sur place en lien avec Caritas Colombie. Pourtant, Luis et Perfecta ne regretteront jamais leur décision, car « pendant vingt ans nous avons vivôté. Ici, nous vivons à nouveau ». ■

Depuis 2014, 39 familles déplacées sont revenues vivre à Paquemas. 73 attendent encore une réponse de la justice.

passer beaucoup de guérilleros des Farc, raconte Luis. Souvent, ils s'arrêtaient pour nous demander à manger ou à boire. » Soupçonnées par les Farc d'être liées aux paramilitaires, le camp ennemi, certaines familles sont obligées de fuir la communauté. C'est le cas, d'Alejandro Grande Ochoa, 57 ans. Le paysan raconte avoir été kidnappé par la guérilla durant six jours, en 1995, avant de réussir à s'échapper, puis à s'enfuir avec sa femme et ses enfants à Apartado, la ville voisine. « Pour les protagonistes armés, la neutralité n'existe pas, observe-t-il. Si tu n'es pas victime de leur adversaire, tu es forcément son allié. » Un an plus tard, en juin 1996, l'armée et les paramilitaires prennent le contrôle de la zone. Luis et Perfecta se souviennent des hélicoptères survolant leur ferme, des bombes larguées au loin. « Nous nous sommes cachés. » Tous les habitants encore présents sont accusés de complicité avec les guérilleros. Des bruits circulent. On parle d'assassinats. « Le premier à avoir été tué, c'est Oscar Sevillos, le président de notre

X. SCHWIBEL / SC-CF

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, nous avons changé les prénoms.



APPEL DE DINAH

PAYS-DE-LA-LOIRE

Mener à bien sa 3^e année d'études

Dinah, 26 ans, qui avait interrompu ses études pour travailler, a réussi le concours d'entrée d'une grande école. Elle accède directement à la troisième année d'études, qui comporte un stage obligatoire de quatre à six mois dans une entreprise à l'étranger. Les élèves doivent chercher eux-mêmes leur stage et le financer entièrement. Dinah a trouvé un stage de quatre mois et une colocation. Avec sa petite bourse d'études, la jeune femme qui vit chez sa mère au très modeste revenu ne peut financer ces frais. Ses demandes d'aides financières faites auprès de nombreux organismes et associations n'ont obtenu que des refus. L'enjeu pour Dinah est crucial : si elle ne peut financer son stage, elle perdra son année et comme elle n'a pas les moyens d'assumer le coût d'un redoublement, elle devra abandonner ses études. Une aide de 3 350 euros permettra à Dinah de résoudre cette difficulté. En effet, la quatrième et dernière année de ses études se déroulera en alternance et elle percevra un revenu.

APPEL D'OCTAVIE

OUTRE-MER

Retour à la vie active

Octavie élève seule son fils maintenant âgé de 18 ans. Après de nombreuses années de dur travail en tant que femme de chambre, avec des contrats irréguliers et de durées variables dans des hôtels, de graves problèmes de santé ont obligé Octavie à cesser son activité puis à se reconvertir. Elle va gérer un commerce, comme associée, avec une autre personne. Mais

ce commerce étant mal situé, un nouveau local a été trouvé et il faut, pour améliorer la fréquentation de celui-ci, refaire l'agencement intérieur. Octavie doit contribuer à ces frais. Elle a effectué des démarches pour obtenir des aides financières, mais en vain. Elle habite avec son fils chez sa mère qui ne dispose que d'une faible retraite. Sans garant possible, elle ne peut souscrire de prêt. 1 500 euros l'aideront à faire face à ces frais et marqueront son retour à la vie active.

APPEL DE MARIE-JOSÉ

CENTRE-VAL-DE-LOIRE

Redémarrer

Accompagnée depuis deux ans par les bénévoles du Secours Catholique, Marie-José a surmonté l'abattement et le mal-être causés par une santé défaillante, des difficultés financières et l'isolement. Reprenant confiance et s'investissant peu à peu dans des activités aux côtés de l'association, elle y a pris une part de plus en plus active et formé un projet professionnel qui lui tient à cœur. À 44 ans, elle est prête à s'engager dans une nouvelle vie professionnelle. Elle a déjà reçu une proposition qui aidera à son installation. Auparavant, une formation est nécessaire mais comment la financer ? Marie-José a fait des démarches, sans succès. Un coup de pouce de 2 500 euros lui permettra de démarrer son activité.

APPEL D'ESRA

CENTRE-VAL-DE-LOIRE

Rééquilibrer le budget

Esra a perdu sa femme âgée de 64 ans. Tous deux s'étaient réfugiés en France il y a neuf ans et vivaient en situation régulière. En plus de son

profond chagrin, Esra a vu son modeste revenu mis à mal par les conséquences financières du décès de son épouse. Il a emprunté une somme à des amis, mais 1 220 euros sont encore nécessaires pour remettre son petit budget à l'équilibre.

APPEL DE SABINE

NOUVELLE-AQUITAINE

Une maman épuisée

Seule depuis fin 2017 pour élever ses quatre enfants de 13, 5 et 2 ans (jumeaux), Sabine, 36 ans, se débat pour faire face aux frais de loyer, garderie, cantine, chauffage..., qui grèvent son petit budget. Elle doit aussi conduire les enfants à l'école et à la crèche, arriver à l'heure sur son lieu de travail, puis retourner chercher ses enfants. Elle n'a que les transports en commun pour se déplacer et lorsque son travail se termine à 20h30 il n'y a plus aucun bus... Passer le permis s'avère la seule solution pour mettre fin aux trois heures de trajets quotidiens et à un combat perpétuel contre la montre. La facture de l'auto-école s'élève à 1 382 euros, une somme que malgré tous ses efforts Sabine ne peut régler.



PROJET INTERNATIONAL

Construire la paix avec les Afro-Colombiens

Les Afro-descendants sont particulièrement touchés par le conflit en Colombie. Notre partenaire locale préconise de les faire participer à la mise en œuvre des accords de paix.

82% des habitants du département du Chocó (nord-ouest) sont des Afro-Colombiens, dont les trois quarts vivent dans la pauvreté. En cause, notamment, le fait que pour échapper aux violences ils ont dû quitter leurs terres. Ces dernières sont en effet accaparées par la guérilla de l'ELN (l'Armée de libération nationale) ou par d'autres groupes paramilitaires. Depuis de nombreuses années, la Prolade-Colven, partenaire du Secours Catholique, s'efforce de faire respecter les droits de ces peuples. Elle a ainsi formé des leaders communautaires aux droits humains afin qu'ils deviennent des référents pour l'application des directives en faveur des victimes. Elle fait aussi en sorte que les



Afro-Colombiens travaillent main dans la main avec les institutions chargées de mettre en œuvre les accords de paix, et notamment avec le Comité de réconciliation et vérité, pour établir les violations des droits. Le Secours Catholique finance ce projet à hauteur de 70 000 euros sur deux ans (2018-2019). Vos dons serviront cette action ou toute autre action similaire. ■

GRÂCE À VOUS...

Après plusieurs formations dont aucune n'avait débouché sur un emploi, Ophélie, 31 ans, s'était tournée vers un secteur en forte demande dans sa région rurale : l'aide à la personne. Elle avait donc suivi une nouvelle formation et était prête à proposer ses services. Mais il subsistait une dernière difficulté : de nombreux déplacements l'attendaient et il lui fallait un véhicule. Un achat impossible pour Ophélie, qui n'avait pour vivre que les minima sociaux. Nous avons fait appel à votre générosité (Messages de juin-juillet-août 2018). Grâce à vous, Ophélie a pu acquérir le véhicule indispensable. Elle a repris confiance en elle et en l'avenir et, très émue, elle remercie les donateurs. Elle prospecte actuellement de manière très active et sereine. Nul doute qu'elle trouvera rapidement des débouchés !

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prélèvement à la source

Si vous êtes imposable à l'impôt sur le revenu, le prélèvement à la source entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Cette réforme ne supprime pas les avantages fiscaux accordés aux donateurs. Votre don sera toujours déductible et la réduction obtenue sera remboursée l'année suivante.

Jusqu'à présent, la réduction d'impôt pour don réduisait automatiquement vos acomptes d'impôt (tiers provisionnels ou mensualités) l'année suivante. À partir de 2019, cette réduction ne s'imputera plus sur votre impôt payé à la source mais elle vous sera remboursée en une seule fois l'année suivante, en septembre. Bien que l'année 2018 soit une année de transition, la réduction à laquelle vous donne droit votre don en 2018 vous sera bien reversée en 2019. Par la suite, la réduction liée aux dons de 2019 sera remboursée en septembre 2020, et ainsi de suite.

En pratique, vous porterez vos dons sur votre déclaration et l'administration fiscale calculera votre impôt en tenant compte de votre taux d'imposition. Après comparaison avec l'année précédente, elle vous reversera la différence.

Nous savons l'effort que cela peut représenter pour vous et le risque financier pour nous. C'est pourquoi le Secours Catholique, via France Générosités (le syndicat professionnel des associations et fondations faisant appel à la générosité publique), poursuit son action auprès du gouvernement pour faire mieux entendre vos intérêts et maintenir ce lien fort qui nous unit.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Colombie : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 735 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Dinah : €
- l'appel d'Octavie : €
- l'appel de Marie-José : €
- l'appel d'Esra : €
- l'appel de Sabine : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 537 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis au réseau Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.

« C'est l'ADN de tout baptisé que d'être proche des plus fragiles »



Pour Hervé Perrot et Dominique Fontaine « la bonne nouvelle est annoncée par les pauvres ».

Après six années passées en tant qu'aumônier général au Secours Catholique-Caritas France, le père Dominique Fontaine laisse aujourd'hui sa place au père Hervé Perrot, délégué épiscopal à la diaconie du diocèse de Vannes. Rencontre avec ces deux hommes d'engagement autour des thèmes portés par le Secours Catholique, qu'il s'agisse du dialogue interreligieux ou de la place des personnes en précarité dans notre société. .

PAR MARINA BELLOT PHOTOS : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

Le dialogue interreligieux est une réalité quotidienne au Secours Catholique. Dominique Fontaine, comment l'avez-vous vécu durant ces six dernières années ?

Ce qui est intéressant au Secours Catholique, c'est que cette question du dialogue vient d'une réalité de terrain, de nos équipes qui accueillent sans distinction des personnes en difficulté de toutes les religions.

Ce dialogue interreligieux se fait naturellement : la réalité fait qu'on se rencontre, qu'on s'entraide. Quand la discussion vient sur le terrain de la

religion, en particulier avec les musulmans, c'est un dialogue qui est très souvent positif parce qu'il n'y a pas de méfiance ni d'à priori.

Avec les jeunes des Young Caritas, ce dialogue est également naturel. Depuis plusieurs années, des jeunes de toutes religions participent aux universités d'été de Saint-Malo.

Hervé Perrot : Je crois beaucoup à ce dialogue, et plus que cela, à cette rencontre avec nos amis de différentes religions. Quand il y a un prénom, un visage, une histoire qui se partage, les

peurs laissent la place à de vraies relations. C'est la "culture de la rencontre" dont parle le pape François.

Il faut permettre ces rencontres au sein même de l'Église, ainsi qu'au cœur de la société où l'enjeu de paix et du vivre-ensemble est très important. Or, pour vivre ensemble, il faut des lieux qui permettent de faire ensemble.

Renforcer le pouvoir d'agir des personnes en précarité est une priorité pour le Secours Catholique. Dominique Fontaine, quel regard portez-vous sur le travail réalisé dans ce domaine ?

J'avais l'habitude de rencontrer des personnes en précarité, mais l'attitude qui consiste à se dire « il faut d'abord écouter ce qu'elles vivent et ont à dire », le Secours Catholique me l'a apprise, et c'est sans doute ce qui m'a le plus marqué en six ans. Je trouve extraordinaire de pouvoir se dire que les personnes en grande précarité ont un savoir à apporter. Et le fait de les aider à renforcer leur pouvoir d'agir change en profondeur la société. La seconde dimension concerne la dimension spirituelle. Je ne cesse d'être émerveillé : quand on donne la parole aux personnes en précarité sur l'Évangile, comme dans le réseau Saint-Laurent, il en sort une richesse extraordinaire. Il y a une façon de lire l'Évangile par les pauvres. Le pape François nous le dit avec force.

Hervé Perrot : Je rejoins Dominique sur le fond. Les pauvres nous enseignent. J'en ai fait l'expérience dans mon diocèse où de nombreux petits groupes de personnes en fragilité partagent la parole de Dieu. C'est une grande richesse pour l'Église. C'est même l'ADN de tout baptisé que d'être proche des plus fragiles.

La diaconie existe depuis le cœur

+ À LIRE

L'Évangile entre toutes les mains, de Dominique Fontaine et Jacques Blaquart, éd. de l'Atelier, 2016

Agenda

AU RAPPORT

La finance aux citoyens !



La crise financière de 2008.

Mettre la finance au service de la collectivité, c'est le leitmotiv d'un rapport sur la finance mondiale publié par le Secours Catholique alors que la crise a maintenant dix ans.

Ce document pédagogique analyse le rôle et le fonctionnement du système financier mondial et en décrypte les impacts. « *Son fonctionnement actuel, basé sur des rendements élevés à très court terme, ne peut pas aider nos sociétés à faire face aux défis de la lutte contre les inégalités et la pauvreté et de la nécessaire transition écologique* », explique Grégoire Niaudet, chargé des questions financières au Secours Catholique et auteur du rapport.

Associée à la démarche, la philosophe et économiste Cécile Renouard, religieuse de l'Assomption, souligne l'un des mérites du texte : « *l'articulation faite entre les enjeux économiques et financiers et les questions sociales et écologiques, qui renvoie au "double cri de la planète et des pauvres"*. On se rend compte, observe-t-elle, que nos modèles économiques et financiers nous font aller dans le mur à ces deux égards ».

Le rapport présente des mesures concrètes pour revisiter le modèle d'organisation des banques et encadrer les activités spéculatives de la finance. Surtout, il invite les citoyens que nous sommes à nous emparer de ce sujet complexe mais essentiel, en partageant le rapport avec notre entourage, notre député... et pourquoi pas notre banquier !

« La finance aux citoyens. Mettre la finance au service de l'intérêt général », Secours Catholique-Caritas France.

Découvrir et partager le rapport : lafinanceauxcitoyens.org



de l'Évangile, mais on l'a déléguée à des organismes caritatifs, comme le Secours Catholique. Aujourd'hui on est en train de la réveiller. L'un des enjeux du Secours Catholique est d'être ce ferment pour faire bouger les communautés chrétiennes et la société aussi.

Si notre réflexion part des plus fragiles, tout change. Désormais, il faut travailler à mettre en place des moyens pédagogiques pour le permettre. On doit aussi interpeller les pouvoirs publics. C'est un enjeu qui petit à petit sera une réalité dans nos vies quotidiennes et de foi.

Dominique Fontaine, que retiendrez-vous de ces six années passées en tant qu'aumônier au Secours Catholique ?

Chaque fois que je partage l'Évangile avec des personnes en grande précarité, une lumière sur ce texte m'apparaît, à moi qui ai pourtant fait des études de théologie et qui connais les Évangiles presque par cœur. C'est le trésor des pauvres. Jésus, dans l'Évangile, dit : « *La bonne nouvelle est annoncée aux pauvres.* » Moi je dis : « *Je découvre que*

la bonne nouvelle nous est annoncée par les pauvres. »

Hervé Perrot, quels sont vos espoirs et attentes pour ce mandat ?

Mon premier défi, c'est de "me tremper" dans tout ce que Dominique a mis en route, mais aussi dans ce que fait le Secours Catholique depuis des années. On entre dans une histoire qui a 70 ans... Un arbre pousse vers la lumière, mais il puise aussi dans ses racines. Je veux être fidèle à une histoire, qui se continuera avec ma personnalité. Pour l'instant je suis en écoute, dans la découverte des dossiers mais aussi des personnes engagées dans toute la France, qui ont le goût de l'humanité, le goût de l'homme debout. Ce sont des visages, ceux de bénévoles et de salariés d'une association qui a des missions superbes. J'essaierai d'y apporter ma pierre.

Dominique Fontaine : Pour ma part, je vais continuer dans ma paroisse de banlieue à mettre en œuvre ce que j'ai découvert au Secours Catholique. Je quitte les responsabilités mais je ne disparais pas pour autant ! ■

BIO

Hervé Perrot, une vie d'engagement

Natif de Bretagne, Hervé Perrot entre au séminaire interdiocésain de Vannes après des études en jardins/espaces verts.

Saisi par la présence du Seigneur, il entre au monastère Notre-Dame-de-Timadeuc à 20 ans, avant de rejoindre le séminaire deux ans plus tard. Ordonné diacre en 1992 et prêtre en 1993, il accompagne pendant plus de dix ans, dans son Morbihan natal, des groupes d'enfants, de jeunes et d'adultes dans leur chemin de foi, en parallèle de son activité de prêtre accompagnateur de l'Action catholique des enfants (A.C.E.).

Le père Perrot est ensuite envoyé comme prêtre fidei donum en Nou-

velle-Calédonie, à 25 000 kilomètres des côtes bretonnes, où il passe trois années au service de l'Église de Nouméa. En Bretagne comme en outre-mer, il s'investit au plus près des habitants les plus fragiles.

De retour en France, il est nommé en 2004 recteur de la paroisse Saint-Guen à Vannes puis, en 2007, aumônier national de l'A.C.E.

Délégué épiscopal à la diaconie du diocèse de Vannes depuis 2013, il est nommé délégué diocésain pour l'interreligieux en 2017.

À la suite de l'appel des Évêques de France, il succède aujourd'hui au père Dominique Fontaine comme aumônier général du Secours Catholique-Caritas France.

AU SECOURS !

JE SUIS UTILE

Avec l'aide d'Amir et d'Hashim, Élodie anime la boutique solidaire de sa ville.

secours-catholique.org

 [caritasfrance](#)
 [Secours Catholique - Caritas France](#)



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**